



Bulletin du triage de Sibelin

Lyon le 13 octobre 2025

À nous, travailleurs et travailleuses, de nous faire entendre !

Le cirque parlementaire continue de plus belle. Un mauvais théâtre de guignols, où chacun tente de caser sa réplique, entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Tant mieux, nous avons notre carte à jouer !

Face à la démocratie des patrons...

Dans les derniers rebondissements, le comble du ridicule aura quand même été de voir Élisabeth Borne se dire favorable à la suspension de la réforme des retraites... elle qui avait maintenu coûte que coûte le relèvement de l'âge légal de départ à 64 ans, après des mois de manifestations massives à travers toutes les villes de France pour s'y opposer. De quoi bien comprendre ce qu'est leur démocratie : s'asseoir sur l'opinion de tout un pays, pour nous imposer ce que nous rejetons tous unanimement. Pour satisfaire les seuls intérêts du patronat et diminuer le montant de nos pensions.

Macron et le gouvernement que vient de former son Premier ministre, déjà démissionnaire deux fois en dix jours, seraient-ils devenus brusquement plus à l'écoute de nos revendications ? Ils sont à la recherche de n'importe quelle porte de sortie à la crise politique et surtout de toute solution pour ne pas attiser la colère populaire qui, à tout moment, pourrait se transformer à nouveau en grèves et en manifestations. Alors si, pour cela, ils se disent prêts à suspendre momentanément cette réforme, ce serait pour mieux continuer à nous attaquer ensuite, en décalant cette fois l'âge de départ au-delà des 64 ans. De Bardella à Faure, en passant par Retailleau, tous en sont capables ! Sous Macron comme sous Hollande, ils ont tous voté des lois en ce sens, pour le plus grand bonheur des patrons. Il n'y a rien à attendre de ce nouveau gouvernement, probablement très provisoire, ou même de nouvelles élections : tous les partis de gouvernement sont aux ordres du patronat. Rien à attendre de la gauche, qui est allée jusqu'à mettre en avant un « objectif cohabitation ! » avec Macron. Et surtout rien à attendre de l'extrême droite, qui trouve de plus en

plus de milliardaires pour défendre ses idées et la financer, de Stérin à Bolloré, et cherche à semer la haine raciste pour mieux nous diviser entre travailleurs.

Imposons nos revendications !

Tout l'enjeu actuel, c'est donc de savoir qui gouvernera... au service des capitalistes. Ils nous imposent depuis des années les licenciements, la dégradation des services publics, la hausse des prix et la diminution de nos salaires réels. Alors pas question de payer pour leur dette avec un énième plan d'austérité. À travers les baisses d'impôts et les aides en tout genre, les patrons touchent chaque année entre 211 et 270 milliards d'euros ! L'austérité, ce serait à eux de la subir enfin.

Avec les journées du 10 septembre, puis du 18 septembre et du 2 octobre, les manifestations et les grèves ont fait la une. Une rentrée sociale comme il n'y en a pas eu depuis bien longtemps. Des luttes contre les licenciements ont lieu actuellement, d'autres pour de meilleures conditions de travail ou de salaire. Dans la Loire, les salariés du leader mondial de la production de café, le groupe néerlandais JDE Peet's, viennent d'obtenir une augmentation de 160 euros brut mensuels minimum pour l'ensemble des salariés et une prime de 1 500 euros grâce à leur grève.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de tout bloquer, car nous sommes à la base de toute l'économie, à la source de tous leurs profits.

Bien au-delà du casting du prochain gouvernement Macron, ou de celui des prochaines élections, c'est à nous battre contre les attaques du futur gouvernement et du patronat qu'il faut nous préparer.

Suivez le train

Récemment, la direction d'Hexafret a mis en place un suivi de certains de ses trains, qui partent souvent avec du retard.

Sur le terrain, pas besoin de se casser la tête pour résoudre ce mystère. Si certaines circulations ont du mal à partir à l'heure, c'est que nous ne sommes pas assez nombreux !

Fusionner pour mieux surcharger

Sur le triage, les restructurations continuent. Maintenant, ce sont les roulements F4 et D4 qui seraient fusionnés. On sait ce que ça signifie : plus de charge de travail pour moins d'agents.

On connaît la chanson

Et la direction justifie ses projets en nous martelant que la charge de travail actuelle ne nécessite plus autant de postes. Elle cherche à nous démoraliser pour nous faire accepter ses attaques.

Les aléas de la production rythment le système capitaliste, qui ne planifie jamais rien. Dans la vallée de la chimie, plusieurs entreprises ont fermé des ateliers faute d'activité... avant de les réouvrir quelques temps plus tard, mais avec des effectifs moindres et des conditions de travail au rabais.

Alors pas question d'accepter le moindre recul !

La coupe est pleine

Sur certains postes de la CCR, la colère monte contre le sous-effectif. Les collègues discutent de partir en grève dès la semaine prochaine.

Ils ont raison, car ce serait le moyen le plus efficace pour contraindre la direction. D'autant que le manque de personnel n'est pas qu'une problématique à la CCR : le manque d'embauches nous pourrit le quotidien dans bien des services de la boîte. Alors, cette lutte pourrait entraîner bien d'autres secteurs !

Cause toujours !

Depuis quelques jours, nos DPX nous mettent la pression pour participer à l'enquête « C'est à vous » par laquelle la boîte prétend se soucier de nos conditions de travail. La belle hypocrisie pour une direction qui supprime des postes à tour de bras, nous divise entre filiales et services et maintient nos salaires au ras des pâquerettes !

Farandou se recycle

Notre désormais ex-PDG, Farandou, s'est vu offrir un beau cadeau de départ à la retraite : un ministère ! On a effectivement appris dimanche qu'il serait Ministre du travail de Lecornu. Enfin... s'il s'occupe de son ministère comme de la SNCF où il a supprimé des postes à tour de bras, ce sera plutôt le Ministre du chômage !

Sécu : 80 ans... et plus toutes ses dents

Le 6 octobre 1945 est créée la Sécurité sociale.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme français est alors affaibli et discrédité par la collaboration, alors que de nombreux travailleurs sont encore armés après les années de résistance. Le PCF choisit de s'allier aux Gaullistes dans un gouvernement de coalition. La promesse ? La paix sociale aux patrons contre une protection sociale des travailleurs, l'assurance d'étouffer dans l'œuf une probable crise révolutionnaire. Dès sa création, la Sécu, avec une gestion partagée avec les patrons, porte en elle le stigmate de l'autre collaboration, la collaboration de classes. Depuis 70 ans néanmoins, elle est régulièrement attaquée par les patrons qui lorgnent sur la partie différée de notre salaire (retraites, chômage, maladie). A ce titre, il nous faut la défendre régulièrement : en 1995, en 2019 et en 2023 contre les réformes des retraites.

Gaza : un plan colonial de la paix des cimetières

A Gaza, Trump se déguise en faiseur de paix, sur les décombres du génocide palestinien. Son plan macabre réinvente le colonialisme, avec un gouvernement impérialiste pour une relance capitaliste sur les ruines et les morts. Car il n'y a ni limite ni décence quand il s'agit de faire des profits.

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°42 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à lyonrhone@npa-revolutionnaires.org